

2T15 Lettre aux actionnaires

Chers actionnaires,

Au deuxième trimestre 2015, nous avons enregistré une amélioration de nos résultats dans un contexte marqué par différents événements économiques et politiques. La conjoncture mondiale a montré des signes de stabilisation, avec une légère reprise aux Etats-Unis, une stabilisation des prix du pétrole et des données économiques demeurant bonnes pour la zone euro, en dépit d'incertitudes financières et politiques liées aux négociations sur la dette grecque. Tandis qu'un Grexit a été évité pour le moment, la volatilité du marché devrait persister.

Pour la Suisse et pour de nombreuses sociétés helvétiques, la décision de la Banque nationale suisse en janvier d'abolir le taux plancher du franc suisse face à l'euro et d'introduire des taux d'intérêt à court terme négatifs est restée un défi majeur au deuxième trimestre. Le secteur du private banking, en particulier, a continué à être affecté par ces conditions de marché difficiles, les clients conservant une position prudente en matière de placements. En outre, le nouvel environnement de change a exercé une pression sur les coûts, puisque la majorité des dépenses du private banking suisse sont réalisées en francs suisses, tandis qu'une grande partie des revenus sont générés dans d'autres monnaies.

Les nouvelles conditions de marché devraient renforcer la tendance dans la banque privée suisse à une plus grande consolidation, les petits acteurs locaux cherchant à vendre ou à fusionner. Des développements similaires ont eu lieu parmi les banques étrangères ayant des filiales de private banking en Suisse, ces établissements se recentrant sur leurs principaux marchés et segments. Nous surveillons cette évolution de près.

Sur le plan international, le débat continue sur les mérites de la banque universelle par opposition aux établissements axés uniquement sur les activités d'investment banking ou sur les affaires de détail et de gestion de fortune. Tandis que les critiques concernant le rôle des banques pendant la crise financière se sont atténuées, notre secteur demeure dans la ligne de mire des politiques et des médias. Reconquérir la confiance, améliorer la transparence et souligner l'importance du secteur financier pour l'économie au sens large doivent rester des priorités.

Malgré ces défis nationaux et internationaux, nous avons tout de même atteint un bon résultat au deuxième trimestre. Pour obtenir des performances constamment bonnes à long terme, nous restons extrêmement concentrés sur des initiatives de croissance ciblées tout en exploitant notre très bonne position sur le marché domestique suisse et nos forces sur les marchés émergents.

Amélioration des bénéfices au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2015, les résultats du Credit Suisse se sont améliorés, affichant un bénéfice net distribuable aux actionnaires de 1,1 milliard de francs, contre une perte nette au deuxième trimestre 2014, qui incluait une charge de 1,6 milliard de francs liée au règlement des litiges avec les autorités des Etats-Unis concernant des affaires transfrontières américaines.

Notre division **Private Banking & Wealth Management** a réalisé une bonne performance, avec une forte contribution de nos activités de Wealth Management Clients et de Corporate & Institutional Clients, partiellement neutralisée par une baisse des résultats d'Asset Management, en raison des mesures de vente et de restructuration prises au quatrième trimestre 2014. Wealth Management Clients a accru sa rentabilité du fait de l'amélioration du résultat des opérations d'intérêts et de la progression du volume des affaires clientèle.

Du fait de notre très bonne position sur le marché et de la confiance inaltérée de nos clients, nous avons constaté une bonne dynamique clientèle au sein de Private Banking & Wealth Management et généré des nouveaux capitaux nets stratégiques de 15,4 milliards de francs. Wealth Management Clients a enregistré un fort afflux dans la région Asia Pacific et une bonne contribution des régions Suisse et Europe, Middle East and Africa (EMEA). Dans l'ensemble, nous faisons état de nouveaux capitaux nets totaux de 14,2 milliards de francs, y compris des sorties de capitaux dans les affaires Corporate & Institutional Clients en Suisse, qui s'expliquent par l'environnement de faibles taux d'intérêt et par les modifications tarifaires qui s'en sont suivies pour les dépôts en espèces.

Investment Banking a réalisé une bonne performance dans les opérations sur les actions et dans les activités de conseil. Ces résultats ont toutefois été neutralisés par un recul des résultats dans les opérations sur les titres à revenu fixe et par une hausse des coûts due principalement à une progression des investissements dans nos infrastructures liées au risque, à la réglementation et à la compliance. La forte performance des opérations sur les actions s'explique en partie par le très bon trimestre enregistré par la région Asia Pacific; en tant qu'acteur de premier plan sur le terrain des actions en Asia Pacific, nous sommes prêts à saisir les opportunités dans cette région à forte croissance. Nos affaires stratégiques ont réalisé un bénéfice avant impôts de 910 millions de francs, car la hausse des charges d'exploitation, comme expliqué auparavant, a neutralisé la progression des revenus.

Nous avons fait de nouveaux progrès dans la liquidation de notre unité non stratégique, ce qui nous rapproche de notre objectif de concentrer nos ressources sur les affaires pour lesquelles nous voyons le meilleur potentiel.



Urs Rohner, président du Conseil d'administration (à gauche), Tidjane Thiam, Chief Executive Officer.

Poursuite de la réduction de l'endettement

Ces dernières années, un changement d'accent réglementaire vers une perspective non pondérée du capital (leverage ratio) a eu lieu, avec pour résultat un durcissement des exigences en matière d'endettement. Afin de satisfaire à ces exigences plus strictes, nous avons établi un plan visant à diminuer considérablement l'exposition à l'endettement, surtout par des réductions au sein d'Investment Banking. Au deuxième trimestre, nous avons continué à diminuer notre exposition à l'endettement tant pour Investment Banking que pour le Groupe, et nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif de fin 2015.

En outre, notre Look-through CET1 ratio – un autre indicateur important pour mesurer la capitalisation des banques qui prend entièrement en compte les exigences requises à partir de 2019 – s'est amélioré, passant de 10,1% à fin 2014 à 10,3%, et nous avons déclaré un Look-through Swiss total capital ratio de 16,5%.

Progrès dans nos initiatives de croissance à Private Banking & Wealth Management

Nous avons lancé *Credit Suisse Invest*, notre nouvelle offre de conseil visant à accroître encore la flexibilité et la transparence pour les clients, en Suisse et dans d'autres marchés sélectionnés. Cette offre soutient nos efforts pour accroître la part de mandats

par rapport au total des actifs sous gestion à Wealth Management Clients. Avec les mandats, nos clients peuvent déléguer la gestion de leur fortune et les décisions de placement au Credit Suisse, de sorte que les actifs sont gérés de manière sûre et transparente dans un but spécifique, avec un champ d'action clair.

Nos capacités numériques sont très appréciées par nos clients à une époque où ceux-ci dépendent de plus en plus de la banque en ligne en temps réel. Nous avons optimisé notre application de banque privée mobile sur le marché domestique suisse, où nous jouissons déjà d'une présence forte dans le domaine de la banque en ligne et mobile. Ce lancement a succédé à celui de la plate-forme clients numérique en Asia Pacific. La technologie permet à nos clients d'accéder à des renseignements complets sur leurs portefeuilles ainsi qu'à des informations sur les marchés et à des analyses de la recherche spécifiques à leurs objectifs de placement, où et quand ils le souhaitent. Elle facilite aussi une collaboration plus directe entre les clients et leurs conseillers, de même qu'entre les clients et les experts du Credit Suisse de par le monde. Nous prévoyons de continuer à améliorer notre offre numérique en ajoutant de nouvelles fonctionnalités dans les deux régions concernées, cette année et l'année prochaine, et d'étendre cette technologie aux clients des régions Americas et EMEA en 2016.

Régions de croissance clés

Nous continuons à axer notre expansion sur les régions à forte croissance économique. Asia Pacific demeure un moteur de performance significatif tant pour Private Banking & Wealth Management que pour Investment Banking. Au premier semestre 2015, cette région a contribué à hauteur de 16% à nos revenus totaux et de 27% à notre bénéfice avant impôts. Nous prévoyons d'autres opportunités importantes dans les années à venir.

Perspectives

Jusqu'à présent au troisième trimestre, la dynamique s'est poursuivie en Asia Pacific, à Wealth Management Clients et dans les opérations sur les actions. Cependant, la plus faible évolution des marchés des titres à revenu fixe que nous avons constatée en juin s'est poursuivie en juillet, et le troisième trimestre accuse habituellement une certaine faiblesse saisonnière.

Vers une infrastructure opérationnelle plus efficace

Ces deux derniers trimestres, nous avons mis en œuvre le programme visant à modifier la structure juridique du Groupe et avons franchi plusieurs étapes décisives. Par exemple, en Suisse ce trimestre, nous avons enregistré deux nouvelles entités juridiques: Credit Suisse (Suisse) SA et Credit Suisse Services SA. Nous envisageons de progresser encore vers d'autres étapes durant le reste de cette année et l'année prochaine. Le programme intègre les réglementations de la Suisse, des Etats-Unis et du Royaume-Uni relatives aux exigences futures en termes de planification globale en prévision d'un assainissement ou d'une liquidation par les

banques d'importance systémique. Nous estimons que ces changements se traduiront par une structure opérationnelle plus efficace pour le Groupe.

Le Credit Suisse du futur

Le Credit Suisse repose sur des bases solides pour construire son avenir et il est bien positionné pour développer sa stratégie. Notre aptitude à exploiter nos capacités en matière de private banking et d'investment banking dans l'intérêt de nos clients est un facteur de différenciation crucial. Il s'agit là d'un atout pour la base de clientèle dynamique que nous servons dans la région Asia Pacific, qui inclut un grand nombre d'entrepreneurs comptant sur notre soutien tout au long de leur cycle de création de richesse personnel, et de celui de leur entreprise. De ce fait, nous sommes de plus en plus largement reconnus comme la banque des entrepreneurs dans cette région, un statut que nous sommes déterminés à renforcer dans les années à venir.

Malgré ce que nous avons déjà réalisé, nous devons trouver des moyens de fournir un service meilleur encore à nos clients, continuer à accroître notre rentabilité et les revenus des actionnaires et réduire l'intensité capitalistique de notre modèle commercial. Dans les mois à venir, nous procéderons à une évaluation approfondie de la stratégie du Credit Suisse, dont nous avons l'intention d'annoncer les résultats avant la fin de l'année. Nous comptons tirer parti de notre solide position sur le marché suisse ainsi que de notre présence et de notre expertise sur les marchés émergents. Nous sommes résolus à formuler une stratégie globale – dans toutes les régions et dans toutes nos activités – dont l'objectif sera d'atteindre une croissance durable et rentable sur le cycle.

Nous exprimons notre sincère gratitude à nos clients, à nos actionnaires et à nos collaborateurs pour leur soutien sans faille.

Avec nos meilleures salutations



Urs Rohner
Président du Conseil
d'administration



Tidjane Thiam
Chief Executive Officer

Juillet 2015

Assurer notre succès futur

Comme déjà annoncé, Tidjane Thiam assume la fonction de CEO de Credit Suisse Group AG depuis le 1^{er} juillet 2015. Durant les semaines et les mois à venir, Tidjane Thiam et moi continuerons à rencontrer les parties prenantes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la banque. Dans le cadre de ce processus, nous nous concentrerons, avec l'équipe dirigeante et le Conseil d'administration, sur les défis, nos points forts et le potentiel de croissance, afin de positionner le Credit Suisse au mieux à l'avenir et de garantir son succès dans les bonnes périodes comme dans les difficiles. Nous sommes résolus à rendre le Credit Suisse plus rapide, plus flexible et moins complexe sur le plan opérationnel, et à l'engager sur une voie clairement axée sur une croissance durable et rentable.



Urs Rohner

Bâle III est mis en œuvre en Suisse depuis le 1^{er} janvier 2013, en même temps que la législation suisse «Too Big To Fail» et les réglementations afférentes. Depuis le 1^{er} janvier 2015, le cadre structurel du BIS leverage ratio, tel qu'établi par le BCBS, a été mis en œuvre en Suisse par la FINMA. Nos données correspondantes sont conformes à l'interprétation actuelle par le Credit Suisse de ces exigences, y compris les hypothèses qui y sont associées. Les chiffres pourraient différer de ceux présentés dans ce document si des changements intervenaient dans l'interprétation de ces exigences en Suisse ou dans l'une ou l'autre de nos hypothèses ou estimations.

Les expressions «phase-in» (introduction progressive) et «look-through» mentionnées dans ce document se réfèrent aux exigences de Bâle III. L'introduction progressive dans le cadre des exigences en matière de fonds propres conformes à Bâle III indique, pour les années 2014 – 2018, une introduction progressive sur cinq ans (20% p.a.) de goodwill, d'autres valeurs incorporelles ainsi que d'autres déductions de capital (p. ex. certains actifs d'impôt différés) et, pour les années 2013 – 2022, une suppression progressive de certains instruments de fonds propres. «Look-through» présuppose l'introduction complète de goodwill, d'autres valeurs incorporelles ainsi que d'autres ajustements réglementaires et la suppression complète de certains instruments de fonds propres.

Sauf mention contraire, l'exposition à l'endettement repose sur le cadre structurel du BIS leverage ratio et est constituée des actifs portés au bilan à la fin de la période et des ajustements réglementaires prescrits. L'objectif d'exposition à l'endettement présuppose des taux de change USD/CHF et EUR/CHF constants, identiques à ceux de la fin du 2T15.

Les afflux nets de nouveaux capitaux stratégiques sont déterminés sur la base de l'hypothèse selon laquelle les actifs gérés dans les secteurs d'activité ne concernent que les affaires stratégiques.

Pour de plus amples informations, voir notre rapport trimestriel du 2T15 ainsi que «II – Operating and financial review» et «III – Treasury, Risk, Balance sheet and Off-balance sheet» dans notre rapport annuel 2014.

Indicateurs clés

	au / fin		Variation en %		au / fin		Variation en %	
	2T15	1T15	2T14	en glissement trimestriel	en glissement annuel	6M15	6M14	en glissement annuel
Credit Suisse (en mio. CHF, sauf mention contraire)								
Bénéfice/(perte) net distribuable aux actionnaires	1 051	1 054	(700)	0	–	2 105	159	–
dont part provenant des activités poursuivies	1 051	1 054	(691)	0	–	2 105	153	–
Bénéfice de base/(perte) par action des activités poursuivies (en CHF)	0.63	0.63	(0.45)	0	–	1.26	0.05	–
Bénéfice dilué/(perte) par action des activités poursuivies (en CHF)	0.61	0.62	(0.45)	(2)	–	1.23	0.05	–
Rendement des fonds propres distribuable aux actionnaires (en %)	10,0	9,9	(6,7)	–	–	9,9	0,8	–
Taux d'imposition effectif (en %)	35,6	31,6	(88,7)	–	–	33,7	60,8	–
Résultats de base (en mio. CHF, sauf mention contraire)								
Produits nets	6 941	6 673	6 433	4	8	13 614	12 902	6
Provisions pour pertes sur crédit	51	30	18	70	183	81	52	56
Charges d'exploitation totales	5 244	5 105	6 785	3	(23)	10 349	11 820	(12)
Bénéfice/(perte) des activités poursuivies, avant impôts	1 646	1 538	(370)	7	–	3 184	1 030	209
Rapport coûts/revenus (en %)	75,6	76,5	105,5	–	–	76,0	91,6	–
Marge avant impôts sur le bénéfice (en %)	23,7	23,0	(5,8)	–	–	23,4	8,0	–
Résultats stratégiques (en mio. CHF, sauf mention contraire)								
Produits nets	6 758	6 590	6 309	3	7	13 348	12 839	4
Bénéfice des activités poursuivies, avant impôts	1 812	1 822	1 775	(1)	2	3 634	3 719	(2)
Rapport coûts/revenus (en %)	72,6	72,0	71,5	–	–	72,3	70,7	–
Rendement des fonds propres – résultats stratégiques (en %)	13,9	12,0	13,0	–	–	13,0	13,5	–
Résultats non stratégiques (en mio. CHF)								
Produits nets	183	83	124	120	48	266	63	322
Pertes provenant des activités poursuivies avant impôts	(166)	(284)	(2 145)	(42)	(92)	(450)	(2 689)	(83)
Actifs gérés et nouveaux capitaux nets (en mrd CHF)								
Actifs gérés des activités poursuivies	1 355,7	1 374,0	1 319,6	(1,3)	2,7	1 355,7	1 319,6	2,7
Nouveaux capitaux nets des activités poursuivies	14,2	17,0	10,7	(16,5)	32,7	31,2	25,4	22,8
Extrait du bilan (en mio. CHF)								
Total du bilan	879 322	904 390	891 580	(3)	(1)	879 322	891 580	(1)
Prêts nets	270 171	270 774	254 532	0	6	270 171	254 532	6
Total des fonds propres	42 642	43 396	40 944	(2)	4	42 642	40 944	4
Fonds propres réels des actionnaires	34 199	34 672	32 716	(1)	5	34 199	32 716	5
Statistiques relatives au capital et au taux d'endettement réglementaires selon Bâle III								
Actifs pondérés en fonction des risques (en mio. CHF)	281 886	288 514	285 421	(2)	(1)	281 886	285 421	(1)
CET1 ratio (en %)	13,9	13,8	13,8	–	–	13,9	13,8	–
Look-through CET1 ratio (en %)	10,3	10,0	9,5	–	–	10,3	9,5	–
Look-through CET1 leverage ratio (en %)	2,7	2,6	–	–	–	2,7	–	–
Look-through tier 1 leverage ratio (en %)	3,7	3,6	–	–	–	3,7	–	–
Informations relatives à l'action								
Actions en circulation (en mio.)	1 632,4	1 563,5	1 600,0	4	2	1 632,4	1 600,0	2
dont part provenant des actions émises	1 638,4	1 607,2	1 607,2	2	2	1 638,4	1 607,2	2
dont part provenant des propres actions	(6,0)	(43,7)	(7,2)	(86)	(17)	(6,0)	(7,2)	(17)
Valeur comptable par action (en CHF)	26.12	27.76	25.59	(6)	2	26.12	25.59	2
Valeur comptable corporelle de l'action (en CHF)	20.95	22.18	20.45	(6)	2	20.95	20.45	2
Capitalisation boursière (en mio. CHF)	42 107	42 076	40 758	0	3	42 107	40 758	3
Effectif du personnel (converti en postes à plein temps)								
Effectif du personnel	46 600	46 400	45 100	0	3	46 600	45 100	3

Calendrier financier et contacts

Calendrier financier

Résultats du 3 ^e trimestre 2015	Jeudi 5 novembre 2015
--	-----------------------

Investor Relations

Téléphone	+41 44 333 71 49
E-mail	investor.relations@credit-suisse.com
Internet	www.credit-suisse.com/investors

Media Relations

Téléphone	+41 844 33 88 44
E-mail	media.relations@credit-suisse.com
Internet	www.credit-suisse.com/news

Informations complémentaires

Résultats et autres rapports	www.credit-suisse.com/results
Versions imprimées	Credit Suisse AG GCPA 8070 Zurich Suisse

Registre des actions américain et agent de transfert

Dépositaire ADS	Deutsche Bank
Adresse	Trust Company Americas American Stock Transfer & Trust Co. Operations Center 6201 15th Avenue Brooklyn, NY 11219 Etats-Unis
Téléphone Etats-Unis et Canada	+1 800 937 5449
Téléphone hors Etats-Unis et Canada	+1 718 921 8124
E-mail	DB@amstock.com

Registre des actions suisse et agent de transfert

Adresse	Credit Suisse Group AG Share Register RXS 8070 Zurich Suisse
Téléphone	+41 44 332 80 58
E-mail	roman.schaerer.2@credit-suisse.com

Déclaration de mise en garde concernant les informations prospectives

La présente lettre contient des informations prospectives. En outre, nous-mêmes et des tiers en notre nom pourrions faire ultérieurement des déclarations prospectives. De telles déclarations pourraient notamment inclure, sans limitation, des informations quant aux points suivants:

- nos projets, objectifs ou buts;
- notre performance économique future ou nos perspectives;
- l'incidence potentielle de certains événements sur notre performance future; et
- des hypothèses sous-jacentes à ces informations.

Des termes tels que «estimer», «anticiper», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «prévoir» ou d'autres termes analogues indiquent le caractère prospectif de certaines informations; toutefois, il existe d'autres moyens de mettre en évidence ce caractère. Nous ne prévoyons pas de mettre à jour lesdites informations prospectives, sauf si les prescriptions légales relatives aux titres l'exigent.

Les informations prospectives recèlent, de par leur nature, des incertitudes et des risques généraux ou particuliers; en outre, les prédictions, prévisions, projections ou autres types de formulations contenues, explicitement ou implicitement, dans des informations prospectives peuvent ne pas se réaliser. Nous vous mettons en garde contre le fait qu'un certain nombre de facteurs importants pourraient conduire à des résultats s'écartant en substance des projets, objectifs, attentes, estimations et intentions formulés dans le cadre de telles informations. Ces facteurs incluent:

- l'aptitude à maintenir une liquidité suffisante et à accéder aux marchés des capitaux;
- la volatilité du marché et les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que les évolutions affectant les niveaux des taux d'intérêt;
- la conjoncture économique mondiale en général et celle, en particulier, des pays dans lesquels nous effectuons nos opérations, notamment le risque de la poursuite d'une reprise lente ou d'une baisse de l'économie américaine ou d'autres pays développés en 2015 et au-delà;
- l'impact direct et indirect de la détérioration ou d'une reprise lente des marchés immobiliers résidentiels et commerciaux;
- des décisions défavorables en termes de rating de la part d'agences de notation concernant notre établissement, des émetteurs souverains, des produits structurés de crédit ou d'autres engagements dans des crédits;
- la capacité à réaliser nos objectifs stratégiques, notamment en matière d'accroissement de la performance, de réduction des risques, de baisse des coûts et d'utilisation plus efficace du capital;
- la capacité de nos contreparties à honorer leurs engagements envers nous;

- les effets de politiques budgétaires, fiscales, monétaires, commerciales ou en matière de taux de change et de leur modification, ainsi que ceux des fluctuations de change;
- les événements politiques et sociaux, y compris les guerres, troubles civils ou activités terroristes;
- le risque de contrôle des changes, d'expropriation, de nationalisation ou de confiscation d'actifs dans des pays dans lesquels nous effectuons nos opérations;
- des facteurs opérationnels tels que la défaillance de systèmes, l'erreur humaine ou l'incapacité de mettre en œuvre correctement des procédures;
- les actions entreprises par des organismes de régulation à l'égard de nos activités et pratiques professionnelles dans les pays où nous effectuons nos opérations;
- les effets dus aux changements de législation, de règlements ou de normes ou pratiques comptables;
- la concurrence dans des zones géographiques ou des domaines d'activité dans lesquels nous effectuons nos opérations;
- la possibilité de recruter et de retenir du personnel qualifié;
- la capacité de préserver notre réputation et de promouvoir notre marque;
- l'aptitude à augmenter notre part de marché et à maîtriser les dépenses;
- les mutations technologiques;
- le développement opportun de nos produits et services et leur acceptation par les utilisateurs, ainsi que la valeur globale que ceux-ci reconnaissent à ces produits et services;
- les acquisitions, y compris l'aptitude à réussir l'intégration des entités acquises, et les cessions, y compris l'aptitude à vendre des actifs secondaires;
- le règlement de litiges et d'autres événements analogues;
- l'aptitude à atteindre nos objectifs d'efficacité des coûts et nos objectifs de coûts; et
- notre réussite dans la gestion des risques inhérents aux éléments précités.

Nous vous mettons en garde contre le fait que la liste des facteurs importants ci-dessus n'est pas exhaustive. Lors de toute évaluation d'informations prospectives, nous vous conseillons d'examiner avec attention non seulement les facteurs précités et les autres incertitudes ou événements, mais également les informations présentées dans notre rapport annuel 2014 (en anglais) au point Risk Factors, chapitre 1, Information on the company.